



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 52 - Avril 2015

25 ans plus tard – Un retour progressif à la « normale »

Voilà un quart de siècle que ce qu'on a appelé la « Révolution » a imprimé ses changements dans la société roumaine. Les soubresauts ont suscité tout à la fois de grands espoirs et une méfiance quasi systématique envers les dirigeants du pays. Mais, quel que soit l'angle sous lequel on l'envisage, les votes de ces derniers mois et le choix du nouveau président semblent marquer un tournant important dans la mentalité de la population et dans sa relation à l'autre.

Une génération plus tard, une confiance plus forte semble aussi retrouver une place plus « normale » entre les individus et dans la collaboration entre les gens, tant dans les milieux urbains que ruraux. C'est en tout cas ce que nous pouvons constater dans nos relations de partenariat, aux niveaux local et régional. Les différents projets en cours d'ouverture des centres zonaux de pompiers volontaires en sont de belles manifestations.

L'an passé, nous avons inauguré deux centres dans le *județ* de Harghita : à l'extrême sud-est, dans la région de Kászoni/

Cașin, il est implanté à Kászonalțiz/Plăieșii de Jos (partenaire de Puplinge) et dessert 5 villages regroupés en une commune plus grande que le canton de Genève ; dans le cas du bassin de l'Olt au sud de Csíkszereda/Miercurea-Ciuc, il est à Csík-szentmárton/Sânmartin (partenaire de Meyrin), au centre d'un réseau préexistant qui regroupe déjà les 10 communes de la plaine de Alcsik.

Au mois de juin prochain, un centre sera ouvert dans le *județ* de Bistrița-Năsăud, à Telciu (partenaire de Monthey); il couvrira l'ensemble des villages regroupés dans les 5 communes de la vallée de la Sălăuța, et dont Telciu est la plus vaste.

Au mois de septembre, retour en Harghita, au centre-est du *județ*, pour ouvrir un centre opérationnel pour toute la région de Gyimes/Ghimeș, à Gyimesközéplak/Lunca de Jos (partenaire de la ville de Neuchâtel). Comme la région historique déborde sur le *județ* voisin, suite à des rectifications frontalières, il est envisagé de développer un centre inter-départemental avec les autorités de Bacău.

Ces quelques exemples montrent que les gens sont parfaitement capables de s'entendre, quitte à surmonter leurs différends passagers éventuels, lorsqu'ils y trouvent un intérêt partagé. L'approche peut être inter-villageoise, inter-communale ou inter-départementale... Mais une vie communautaire n'est possible que s'il y a un minimum de confiance réciproque et de valorisation de son mode de vie propre, ainsi que le respect de celui du voisin. La survie de l'esprit du « village roumain », à la base de la mentalité de la population, n'est possible qu'à cette condition. Et ce n'est pas un hasard si un poète comme Coșbuc – dont la maison natale se trouve dans l'un des villages concernés – a une telle *aura* auprès de la population du pays, qu'elle soit rurale ou urbaine.

Tous les articles de ce numéro soulignent le retour à une vie communautaire « normale », au renforcement de celle-ci dans les cas où elle n'avait jamais totalement disparu, voire à son développement dans les régions où elle ne s'était pas encore manifestée de façon concrète.

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

25 ans plus tard – Un retour progressif à la « normale »

- Assemblée générale d'OVR-Suisse

Bienvenue à Vevey (VD)

- Association Puplinge-Plăieșii de Jos/Kászonalțiz

25 ans de soutien - 20 ans d'association

- La vache en ville...

et des prairies naturelles sauvegardées

- De Horbou à Coșbuc

Itinéraire culturel, du village à l'homme de lettres

- Commission « Santé »

Bilan des derniers mois d'activité

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Rose-Marie KOCH, Gilles MARTI, Vera & Hubert ROSSEL

Photos : Christiane BÉGUIN, Jérôme DUCIMETIÈRE, Gilles MARTI, Vera & Hubert ROSSEL, Nathalie SENN, <http://farm6.staticflickr.com/>

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

⇔ OVR – 25 ans après ⇔

Assemblée générale d'OVR-Suisse

**Bienvenue à Vevey (VD)
le 18 avril 2015 à la Salle del Castillo**

La Ville de Vevey et l'Association Vevey-Goicea commémorent cette année les 25 ans de leur partenariat tout au long d'une année culturelle roumaine qui fait honneur aux nombreuses personnes célèbres qui ont passé ou vécu dans la cité. L'Assemblée générale d'OVR-CH est associée à ces manifestations. Après une première réunion des délégués de nos partenariats à la Salle del Castillo en 2003, cette salle, magnifiquement restaurée, accueillera nos débats ce printemps.

La matinée sera traditionnellement consacrée aux affaires courantes traitées par le Comité l'année écoulée et aux messages très attendus de nos invités.

Pour l'ensemble des membres, l'après-midi est dévolue à un vaste échange entre les partenariats,

OVR-CH 25 ans : Aujourd'hui – Demain. Projets actuels et futurs.

Toujours très demandé en marge de nos réunions, Francisc GIURGIU, Président d'OVR-RO, réservera l'après-midi aux délégués, annoncés lors de leur inscription, qui souhaitent l'entretenir de cas particuliers à leur partenariat, selon un tournus géré par le Comité.

Les inscriptions des membres d'OVR-CH et des personnes intéressées sont encore possibles auprès du Secrétariat.

Dès 17 heures, la Ville de Vevey invite à un concert public gratuit

Tangora Trio

Jeanne Gollut, flûte de pan
Raphaël Ansermoz, piano
Thierry Raboud, guitare

Concert public (entrée libre)

Rose-Marie KOCH



⇔ OVR – 25 ans après ⇔

Association Puplinge – Plăieșii de Jos/Kászonaltíz

25 ans de soutien à Kászonaltíz/Plăieșii de Jos 20 ans de notre association

L'intérêt de cet article ne réside pas seulement dans le regard sur l'évolution d'un partenariat – ce en quoi il est représentatif de pas mal d'autres –, mais aussi et surtout dans le fait que les villages regroupés dans la commune concernée ont gardé une structure assez proche de ce qu'elle était auparavant. L'isolement à l'écart des grands axes de communication (desservi jusque très récemment par une mauvaise piste) et la cohésion de la population vivant essentiellement en autarcie ont permis à ces organisations structurelles de subsister et de s'adapter progressivement aux quelques besoins nouveaux qui sont apparus.

On n'a pas gardé « sous cloche » une organisation sociétale pour en avoir une image passée – voire passéiste ! –, mais on peut toujours y observer l'organisation d'une société rurale autarcique, assez représentative de ce dont tous les villages roumains étaient l'expression. Une société qui essaie de répondre le mieux possible aux sollicitations du monde moderne et aux nouveaux besoins qui s'y installent progressivement. Comment s'adapter sans se dénaturer... avec l'aide de partenaires particulièrement clairvoyants.

La Rédaction

En avril 1989, la Mairie de Puplinge décida de participer à « Opération Villages Roumains » pour manifester son soutien à un village roumain menacé de destruction par le dictateur Ceaușescu. Puplinge fut la première commune du canton de Genève à prendre cette décision.

Le village de Plăieșii de Jos situé au cœur des Carpates fut attribué à Puplinge. En effet Plăieșii de Jos est une commune qui, de par sa topographie, aurait très bien pu se situer en Suisse, dans le Jura : moyennes montagnes, grandes forêts de sapins, pâturages au sommet des montagnes plissées. C'est pour cela que Plăieșii de Jos fut attribuée à une commune suisse, car, de Belgique, siège d'OVR, cela semblait tout à fait

pertinent. Sauf que Puplinge est une commune de petite taille, de plaine, proche d'une grande ville et donc densément peuplée, alors que Plăieșii est à 40 km de la ville la plus proche et a une superficie plus grande que le canton de Genève ! Mais on ne s'en plaint pas, car nous avons trouvé là-bas des gens très chaleureux et une hospitalité hors du commun, dans un environnement préservé et plein de charme.

Nous voici 25 ans après notre premier voyage à Kászonaltíz (Plăieșii de Jos), mais également 20 ans après la constitution de notre Association et c'est l'occasion de faire un point, d'abord sur notre organisation et son évolution, de rappeler des éléments liés à « notre » village.

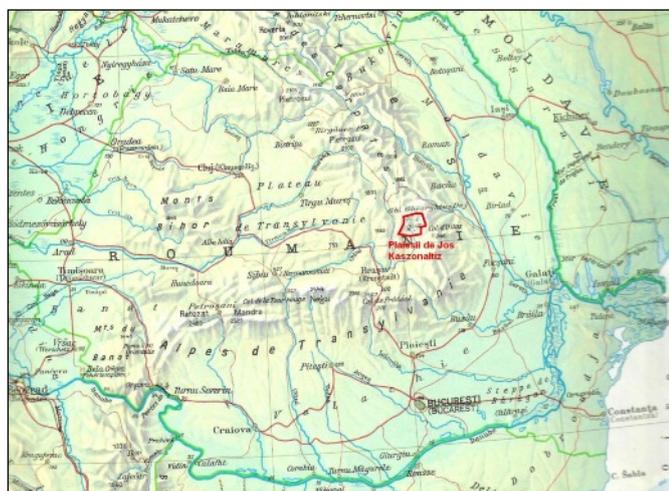
Note : les localités et lieux sont cités dans la langue parlée par la majorité de la population, soit généralement en hongrois, puis, entre parenthèses, figure le nom officiel en roumain.

1. Présentation de Kászonaltíz (Plăieșii de Jos)

Kászonaltíz (Plăieșii de Jos) est situé à 206 km par la route. Le village compte environ 1 000 habitants et est le chef-lieu d'une commune de 3 000 habitants environ, comptant 5 villages. La commune mesure près de 350 km² (le canton de Genève fait 280 km² environ).

Plăieșii de Jos est à l'extrémité sud-est du département de Harghita, situé au centre-est de la Roumanie, à cheval sur les Carpates orientales.

Les cinq villages sont Kászonaltíz (Plăieșii de Jos), chef-lieu de la commune, et deux villages proches, soit, au nord,



Gilles Marti



Gilles Marti

sement la fin du système coopératif a fait que pour les produits laitiers et carnés, les chaînes de commercialisation ont disparu à la fin du communisme. Peu de lait est commercialisé, le fromage n'est produit que par quelques personnes et est très rarement vendu sur le marché. Il n'y a pas de beurre produit. Par conséquent, en l'absence de débouchés, de nombreuses personnes ont renoncé à tenir des vaches, leur nombre étant passé de près de 7 000 à moins de 1 500. Les moutons et brebis, quant à eux, sont toujours plus nombreux, mais la laine est difficilement commercialisable ;

Kászonteltíz (Plăieșii de Sus) et, au sud, Kászonimpér (Imper). Un peu plus éloigné, en aval, se trouve Kászonjakabfalva (Iacobeni). A cinq kilomètres au sud-ouest, l'on trouve Kászonújfaló (Cașinu Nou) le nouveau village. La moitié ouest de la commune est dans le bassin du Kászonpatak (rivière Cașin) qui fait partie du bassin hydrologique de l'Olt, soit en Transylvanie ; l'autre moitié est située après le sommet des Carpates orientales et l'eau coule vers la Moldavie. Jusqu'en 1918, Kászon, comme toute la Transylvanie, faisait partie de la Hongrie et Kászon était à la frontière avec la Roumanie.

Kászon est séparé de la plaine de Csík par une chaîne de montagne que l'on franchit au col de Nyerges, lieu de deux batailles importantes de l'histoire de la Hongrie.

Autour des villages s'étendent de larges terres cultivées. A une certaine distance commencent les forêts, en grande partie de conifères, ceci jusqu'aux sommets des montagnes environnantes, lesquels sont couverts de grands pâturages.

Si Kászon (Plăieșii) est fort différent de Puplinge, les deux villages sont situés exactement à la même latitude (46° 12' 57" N). Toutefois le climat n'a rien à voir. Cette région de la Transylvanie est un pôle du froid de la Roumanie et les températures de près de -30° C sont fréquentes pendant plusieurs mois d'hiver. Ceci a un impact important sur l'agriculture. Peu de céréales, un peu de maïs, mais des champs de pommes de terre et des arbres fruitiers parsèment le paysage des zones proches des villages.

Des fruits locaux, essentiellement des pruneaux, l'on produit une excellente pálinka, soit une eau de vie, distillée deux fois, très connue largement à la ronde, mais produite de manière artisanale et difficile à trouver ailleurs que dans le village.

Les produits maraîchers sont essentiellement destinés à l'auto-subsistance.

Un peu plus loin, des pâturages permettent aux vaches et aux moutons de profiter d'une herbe très saine. Malheureu-

les fromages produits dans les bergeries de montagne sont excellents mais ne correspondent pas aux normes d'hygiène exigées par les autorités. C'est essentiellement pour l'exportation des animaux vivants qu'il y a près de 12 000 moutons dans la commune.

A la fin du communisme, les terres furent restituées à leurs anciens propriétaires et les fermes coopératives purement et simplement détruites. L'agriculture a fait un grand pas en arrière, car aux grandes surfaces cultivées au moyen de machines agricoles vieillottes ont succédé de petites parcelles cultivées par la force des hommes et des animaux de trait. Ainsi des parcelles de grandes cultures de céréales ont disparu.

Les forêts couvrent une large partie du territoire communal. Début 2000, elles furent rétrocédées à leurs anciens propriétaires, les « compossessorats ». Il s'agit de bourgeoises, au nombre de cinq dans la commune, une par village. Les habitants sont donc propriétaires en commun des près de 200 km² de forêts. Ceci permet une gestion commune des forêts et de trouver des débouchés pour la vente du bois.



Gilles Marti



Gilles Marti

Il est très curieux de constater que les forêts sont gérées en commun après leur restitution par l'Etat, alors que les agriculteurs refusent tout principe de coopération pour l'exploitation des terres agraires.

Quelques scieries, fonctionnant plus ou moins, se trouvent dans la commune, mais malheureusement, à défaut de nouvelles technologies, elles se limitent à produire des poutres et des planches, n'apportant pas une valeur ajoutée importante, mais toutefois bien utiles pour les constructions. Les déchets de bois ne sont pas non plus récupérés, alors qu'ils pourraient devenir du combustible pour le chauffage (pellets), ou servir à faire du contre-plaqué.

Parmi les ressources naturelles, Kászón (Plăieșii) compte plusieurs sources d'eau minérales, naturellement gazeuses. Malheureusement, les bassins thermaux et les usines d'emballage, pourtant très renommées avant la Seconde Guerre, ont fait faillite et ont totalement disparu. Deux sources ont été réaménagées récemment et sont devenues des lieux agréables pour pique-niquer et/ou remplir des bouteilles pour la consommation personnelle.



Gilles Marti

Relevons que Kászón (Plăieșii) contient une réserve naturelle située à un endroit particulièrement isolé. Cette réserve abrite une plante carnivore rare, ayant subsisté depuis la dernière période glaciaire.

Les forêts des Carpates abritent une faune nombreuse et diversifiée : 40 à 50 ours bruns séjourneraient dans les forêts de la commune, sans compter les loups, les grands cerfs des Carpates, sangliers, lynx, etc.

Les habitants de Kászón (Plăieșii) sont à environ 80 % *sicules*, c'est-à-dire descendants d'un peuple dont l'origine n'est pas clairement établie, mais qui parle le hongrois et est de religion catholique. 15% environ des habitants sont *roms*. Leur nombre est en forte augmentation d'année en année, car les filles accouchent souvent vers 15 ans et ont de nombreux enfants. Cette population est très mal assimilée, ce qui pose des problèmes croissants. Enfin 5 % environ des habitants sont *roumains* orthodoxes. Ils vivent essentiellement dans un hameau, Doboiu (Doboly, en hongrois), autour de l'église orthodoxe. Les couples mixtes sont toujours plus nombreux, et les Roumains parlent plus souvent le hongrois que leur langue, même dans un pays dans lequel le roumain est la seule langue officielle.

Kászón forme une entité culturelle à part, les danses et les traditions très vivantes sont différentes, même de celles des communes voisines, ceci du fait de son isolement.

Il convient de noter que Kászón comptait plus de 7 000 habitants avant la collectivisation des terres intervenue fin des années '50. Les personnes ont été déplacées par le régime communiste en direction des villes, où une industrialisation forcée fut mise en œuvre. La population a ensuite régulièrement diminué, jusqu'au début des années 2000. Ensuite, de nombreuses personnes sont revenues des villes, non pas du fait d'une économie florissante dans la commune, mais simplement parce que de nombreuses industries ont fait faillite, ou pour passer leur retraite loin des villes, car le coût de la vie y est bien plus élevé.

Lors de nos premiers déplacements, toute l'économie était encore étatisée ou appartenait à des coopératives d'Etat. La production de poteries, faites au moyen de l'argile locale d'excellente qualité, donnait du travail à une dizaine de personnes. L'atelier a fait faillite ; maintenant ce sont des entreprises de la ville qui viennent chercher l'argile. Un atelier de tissage donnait du travail à une trentaine de personnes, sans compter indirectement un débouché pour la laine locale.

L'économie locale est donc très précaire. Quasiment les seuls emplois sont ceux de l'administration communale ou des écoles, du cabinet médical, du vétérinaire, plus quelques commerces locaux, ou encore l'administration des *compossessorats* et les gardes forestiers. Les gens vivent donc essentiellement en autarcie, mais relativement sainement, dans un environnement protégé. L'espérance de vie est en augmentation, Plăieșii de Jos compte de nombreuses personnes quasi centenaires. Les jeunes ne sont cependant pas attirés par ces conditions de vie, de sorte que les écoles comptent toujours moins d'élèves.

2. L'aide humanitaire dès la fin du communisme

Quelques jours après la chute du dictateur, les frontières furent ouvertes et des contacts directs purent avoir lieu avec notre village. En lien avec les communes et les comités belge de Braine-le-Château et français de Thuré, qui agissaient dans la même commune, une collaboration intense se mit en œuvre.

Un groupe fut constitué en janvier 1990 pour organiser le premier voyage à Plăieșii de Jos. Des informations ont été obtenues par le biais du groupe de Braine-le-Château qui avait pu se rendre sur place quelques jours après la chute du dictateur.

Un appel aux dons fut fait par la Mairie, lequel en plus de l'aide officielle a permis de mettre sur pied le premier transport pour Kászón/Plăieșii. C'est ainsi qu'une délégation « puplingeoise » arriva sur place le 29 mars 1990 avec deux camionnettes chargées à ras bords.

La route nationale menant à Plăieșii de Jos n'était pas goudronnée, faisant des 20 derniers kilomètres une véritable piste tout terrain accentuant l'isolement de la commune.

Le 7 mai suivant, la délégation présenta Plăieșii de Jos aux habitants de Puplinge, dans la salle communale archi-comble.

L'hospitalité des habitants avait été relevée, le fait que la nourriture semblait abondante, car découlant de l'autosubsistance, mais le dénuement de la grande majorité des habitants et le délabrement des infrastructures étaient patents.

Lors de ce voyage, il n'y avait encore aucune entreprise ou magasin privés, et l'agriculture était encore collectivisée – et donc très peu performante. Il y avait de grands champs de céréales, de pommes de terre et de fourrage. La redistribution des terres était prévisible et nous nous interrogeons de quelle manière elle serait réalisée. On l'a appris par la suite, les fermes

furent démantelées, les machines ont disparu de la commune et l'agriculture fit un saut d'au moins 50 ans en arrière.

Les écoles étaient relevées comme étant en très mauvais état, dépourvues de locaux sanitaires et de chauffage central, avec du mobilier souvent en mauvais état. Généralement, les salles de classes étaient éclairées par une simple ampoule de 40 Watts. Nous avons pu découvrir avec satisfaction, sur les murs des couloirs, des dessins que des élèves de Puplinge avaient adressés par poste quelques semaines plus tôt. En effet, une enseignante de Puplinge était en contact avec l'enseignante de français de l'école de Kászónaltíz.

Autre structure totalement défailante, les pompiers. Nous avons vécu un incendie et avons vite constaté qu'avec une seule pompe à bras et une lance, même avec beaucoup de bonne volonté et la mobilisation de centaines de personnes du voisinage faisant la chaîne avec des seaux, cela ne permettait pas de faire face aux flammes qui ont détruit entièrement une grange. Quant aux pompiers professionnels, ils ont difficilement pu être appelés par téléphone ; la route ne favorisait par leur arrivée rapide et ils sont arrivés près de deux heures plus tard.

Il avait été relevé les problèmes de qualité de l'eau potable polluée par les fosses septiques. En effet les fosses septiques sont souvent à quelques mètres des puits et la nappe phréatique n'est pas très profonde.

La Mairie, quant à elle, n'avait quasiment pas de matériel à disposition. Les machines à écrire étaient en Roumanie un objet très rare (et inventoriées par la police politique, avec chaque caractère enregistré) et nous en avons remis 22 à différents organismes... remplacées depuis peu par des ordinateurs, souvent d'occasion.

La Maison de la culture était un bâtiment en très mauvais état, sans chauffage non plus. Le sol était traité à l'huile de vidange et dégageait une odeur nauséabonde qui se mélangeait avec les nuages de fumée, le tout avec un éclairage totalement défailant. La bibliothèque du village était, à l'époque, située dans le même bâtiment. Aucun livre postérieur à 1962 n'avait été acquis, mis à part les livres et encyclopédies à la gloire de Ceaușescu qui avaient été sortis des rayonnages et se retrouvaient dans la cave. Cette problématique nous avait été soulevée et nous avons profité, lors de notre premier voyage, de passer à Budapest où nous avons réussi à acquérir dans une librairie une centaine de livres en hongrois, la langue des habitants de Kászón. Par la suite nous avons complété la bibliothèque à plusieurs reprises.

Lors du premier voyage, nous avons organisé une distribution d'habits en faveur des plus démunis, en particulier les tziganes. La distribution dut être encadrée par les forces de l'ordre car, rapidement, certains se sont plaints de ne pas avoir reçu exactement la même chose que d'autres.

Malgré cet événement, nous avons pu constater une très grande demande de pouvoir bénéficier d'aide pour acquérir des connaissances techniques et sur l'économie de marché. La soif de connaissances et la volonté de créer des liens d'amitié nous semblaient bien plus grandes que le souhait que nous leur livrions, ce dont ces gens hospitaliers manquaient cruellement.

Pendant plusieurs années, nous avons régulièrement acheminé des médicaments achetés en grandes quantités auprès des fabricants, des seringues, du matériel scolaire divers, des livres pour la bibliothèque, etc.

Parfois ce furent des objets plus volumineux, comme par exemple un orgue pour l'église, une quarantaine d'anciens pupitres et des chaises, ou une centaine de lampes avec tubes néons pour permettre d'éclairer enfin correctement les salles de classes ou les bâtiments publics.

Entre 1990 et 1995, c'est une dizaine de convois – ou au moins de déplacements – qui ont eu lieu à Plăieșii de Jos. A chaque reprise, des médicaments ont été acheminés, du matériel scolaire, parfois aussi du matériel plus lourd comme par exemple, en 1993, lorsque nous avons transporté 52 pupitres avec autant de chaises et 50 cartons de matériel scolaire, des livres, des installations d'éclairage pour l'école.

En 1991, trois jeunes de Plăieșii de Jos sont venus un mois suivre des stages, afin de se perfectionner dans leurs domaines respectifs. Nous avons eu un mécanicien sur machines agricoles, un vétérinaire qui a travaillé dans un des rares cabinets actifs à Genève sur le bétail, ainsi qu'un agriculteur.

Conscients des limites d'un partenariat organisé par la Mairie, nous avons décidé de créer une Association, ce qui fut chose faite le 23 mars 1995, il y a donc maintenant 20 ans.

3. Le partenariat et la mise en œuvre d'aides à l'amélioration des infrastructures publiques

Dès la création de notre association, nous avons pu mener à terme de nouveaux projets d'ampleur plus conséquente. Notre aide d'urgence s'est transformée petit à petit en partenariat.

C'est ainsi que notre association a œuvré à près d'une dizaine de projets menés à bien sur place.

- La Maison de la culture a été rénovée, nous avons contribué à la réfection complète de la toiture.

- Le réseau téléphonique a été automatisé et ceci, grâce à l'apport de 50 km de câbles téléphoniques offerts par Swisstelecom (ancêtre de Swisscom), mais aussi à la volonté du maire de l'époque qui avait réussi à démontrer la volonté de 400 habitants de se raccorder au téléphone.

Le 2 mai 1998, le nouveau réseau téléphonique fut inauguré. Kászón (Plăieșii) fut ainsi la première commune du département à disposer du téléphone automatique; à l'époque seules les villes disposaient de ce service.

- L'éclairage des bâtiments publics était totalement défaillant et nous avons pu nous procurer plus d'une centaine de luminaires avec tubes néons qui ont été acheminés par nos soins et ensuite montés dans les salles de classes, bureaux de la mairie, Maison de la culture.

- Nous avons contribué modestement à compléter la bibliothèque de livres et d'encyclopédies. Nous avons ainsi suppléé les autorités qui ont un budget dérisoire, voire nul, pour l'acquisition de livres.

- Nous avons également soutenu le *groupe folklorique* local « Bobiska », formé d'enfants et d'adolescents. Ce groupe présente un spectacle plusieurs fois chaque année.

- Avec l'aide de partenaires, qui ont financé le remplacement de toutes les portes et fenêtres par de nouvelles, isolantes, mais également les installations sanitaires et la mise en place de chauffage central au bois, les écoles de Kászónaltíz (Plăieșii de Jos) et de Kászónújfalu (Cașinu Nou) ont été entièrement modernisées.

- Pour l'école de Kászónfeltíz (Plăieșii de Sus), nous avons contribué au remplacement des fenêtres.

- En 2012 nous avons encouragé nos partenaires de Plăieșii à préparer des dossiers pour obtenir des fonds du programme



Gilles Marti



Gilles Marti



Gilles Marti

de coopération helvético-roumain. Lors de la sélection, ce projet avait été accepté, toutefois il avait été répondu que les fonds n'étaient pas suffisants pour pouvoir les financer. Cependant, il est réjouissant de constater que, par d'autres sources de financement, une de ces deux sources a été réhabilitée en 2014, en grande partie sur la base du projet établi précédemment.

- Nous avons contribué modestement à aider une association locale qui a créé un petit « Musée local » et avons fait de même à plusieurs reprises pour le groupe folklorique local, en particulier celui des enfants.

- La gentilhommière « Balasi » a été restaurée en 2013 par une fondation et est devenue un *centre pour enfants orphelins* ou issus de familles particulièrement défavorisées. Nous soutenons ponctuellement l'amélioration des conditions d'accueil.

- Nous avons pu améliorer il y a 10 ans l'équipement des pompiers de Plăieșii de Jos par l'apport de casques, habits, bottes, reçus d'une commune Neuchâteloise.

- En 2012, les pompiers de Puplinge, à l'occasion du remplacement d'un véhicule, ont offert aux pompiers de Kászontíz/Plăieșii de Jos un ancien véhicule de transport Mercedes.

- En 2014, grâce au projet « Pompiers » du Comité OVR, et au financement de la réfection d'un bâtiment, Kászon (Plăieșii) est désormais dotée de manière adéquate d'un centre d'intervention pour les situations d'urgences. Cela change bien de la situation constatée il y a 25 ans lors d'un incendie, lorsque, uniquement, une pompe à bras était disponible !

4. La volonté de développer l'économie locale

25 ans après la « Révolution », les destructions induites par le communisme laissent de nombreux problèmes non résolus à ce jour. Il est faux de croire que, par l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, la situation se soit notablement améliorée. Cette entrée a ancré le pays dans un vaste ensemble d'Etats partageant des idéaux démocratiques, mais le renforcement de l'indépendance de la justice est absolument nécessaire pour que les droits des citoyens soient respectés. Vingt-cinq ans après la fin du communisme, l'élection comme président de Klaus Iohannis, issu de la petite minorité allemande de Roumanie est pour beaucoup de Roumains le signe d'un réel changement. De plus, la Roumanie n'était également pas prête au niveau économique, et l'adhésion à un grand marché commun a ruiné l'agriculture traditionnelle ; seuls, les grands producteurs des vastes domaines des grandes plaines en profitent. Les petits producteurs des zones montagneuses ne trouvent plus de débouchés pour les produits laitiers traditionnels, car ceux importés sont moins chers, et il en est de même pour les pommes de terre, celles d'Egypte par exemple, sont vendues en supermarché moins cher que celles produites localement.

Tenant compte des nombreux besoins, nous voulons continuer à œuvrer à Kászon/Plăieșii. Les enfants ont des meilleures conditions d'enseignement, les infrastructures se sont améliorées, mais l'économie locale n'offre pas suffisamment de débouchés pour inciter les jeunes à rester dans le village. Il est indispensable de moderniser l'économie, mais dans le respect des principes du développement durable. A cet égard Kászon/Plăieșii offre un cadre naturel parfait pour un développement harmonieux dans le respect des normes environnementales.



Jérôme Ducimetière



Gilles Marti

Le *tourisme rural* mérite d'être développé comme facteur économique permettant de nombreuses synergies. La découverte de magnifiques paysages, des forêts avec une faune et une flore sauvages, des sources d'eau sont des objectifs appréciés, mais la publicité touristique et l'organisation de séjours variés sont à améliorer. Une route nationale transite par Kászón/Plăieșii, mais aucune indication touristique n'est en place pour inciter les gens à séjourner dans la commune.

Le fait de se loger dans des pensions agrotouristiques permet la vente de produits agricoles produits localement, le développement de l'artisanat et le développement de services divers.

De plus Kászón/Plăieșii est située dans une région particulièrement belle et de nombreux objectifs touristiques se trouvent à moins d'une heure, comme par exemple le lac Sainte-Anne situé dans un cratère de volcan, Tuzná (Tușnad) et ses bains thermaux, Kezdivásárely (Târgu Secuiesc) et son centre-ville typique. Brașov, ville fondée par les Saxons, Sighișoara, ville natale de Vlad Țepeș (Dracula) sont également des destinations qui peuvent être visitées lors d'une excursion d'un jour.

L'agriculture est désorganisée et quasiment aucun produit n'est commercialisé de manière efficace. Les grands pâturages sont idéaux pour l'élevage extensif permettant notamment de produire du lait de qualité. Mais aucun produit laitier n'est produit sur place ; seul le lait est acheté à relativement bas prix par des entreprises laitières. La réalisation d'une laiterie-fromagerie produisant aussi du beurre, de la crème ou des yoghourts serait assurément un élément important. Ceci pourrait prendre place dans une « *maison du terroir* » permettant de transformer et de commercialiser divers produits traditionnels locaux et de qualité, outre les produits laitiers, également les produits issus des fruits des bois (confitures, sirops), des champignons, de la viande et



Gilles Marti

de la charcuterie, des bocaux de légumes, mais également des jus de fruits (pomme, poire en particulier), ou commercialiser l'eau de vie locale, la « *pálinka* » de prune, paraît-il la meilleure, mais introuvable ailleurs que chez l'habitant. La vente de produits artisanaux serait également favorisée, ce qui permettrait de créer des sources de revenus pour des familles et d'éviter que le savoir-faire se perde définitivement. L'atelier de tissage et celui de céramique ont fait faillite depuis longtemps, faute de commercialisation organisée.

Des démarches ont déjà été effectuées en vue de pouvoir réaliser un tel projet qui est ambitieux mais qui nous semble nécessaire pour Kászón (Plăieșii).

Les pompiers de Puplinge souhaitent continuer d'aider ceux de Kászón/Plăieșii en organisant des exercices communs sur place.

Enfin, il est pour nous également important de continuer d'aider la trentaine d'enfants de l'orphelinat.

Gilles MARTI



<http://farm6.staticflickr.com/>

*Paste Fericit
și
Hristos a înviat !*

La vache en ville... et des prairies naturelles sauvegardées

C'est à Kézdivásárhely/Târgu Secuiesc que nous entendons parler pour la première fois d'une drôle de vache, désignée comme la vache de fer, la vache métallique ou encore la vache en tôle.

Curieux, nous nous intéressons à la question et découvrons vite qu'il s'agit d'un distributeur de lait cru.

Installée dans des endroits bien choisis, pour ainsi dire stratégiques de la ville, cette machine distribue du lait cru 24 h sur 24 et connaît un succès certain.

Placés près du marché, ou dans un quartier à forte densité de population, ou encore près d'un endroit où se concentrent divers supermarchés, ces distributeurs de lait cru répondent bien au besoin d'une population qui n'est pas encore très éloignée de ses racines rurales, et pour qui le bon goût du lait cru rappelle l'enfance à la campagne ou les séjours dans la famille restée au village.

Tout le monde sait encore y apprécier la saveur incomparable de ce bon produit naturel, comment en récupérer la crème fleurette et, ensuite, le faire bouillir pour le garder durant quelques jours au frigo.

De plus, le prix plus qu'avantageux est un argument non négligeable par ces temps de crise. En effet, le prix d'un litre de lait cru entier coûte de 2 à 3 RON le litre, alors qu'une boîte ou bouteille de lait homogénéisé, pasteurisé ou upérisé, revient de 4 à 7 RON le litre dans la grande distribution (prix actualisés en mars 2015).

Par la suite, notre attention ayant été attirée par cette drôle de vache, nous en avons observé dans d'autres centres importants comme Marosvásárhely/Târgu Mureș.

Mis au point par les Italiens, le système s'est répandu en Roumanie, mais aussi en France et d'autres pays de l'UE. Les appareils sont fabriqués en Roumanie, en Hongrie et un peu partout.

Comment ça marche ?

Pour le consommateur, c'est très simple. Il suffit de lire les indications et de se laisser guider, avant de mettre l'argent correspondant à la quantité désirée, de mettre le récipient propre que l'on a apporté sous le bec verseur et d'appuyer sur un bouton. Le lait est tiré non pas du pis de la vache mais de la machine, ce qui s'avère peut-être moins pittoresque mais bien plus pratique, facile et rapide. A noter que certains distributeurs vendent à part des bouteilles en plastique ou en verre si l'on est parti sans son récipient. La préférence irait même aux bouteilles en verre. Donc, en principe, pas de gaspillage, ni de recyclage du conteneur à prévoir.

Pour le consommateur, c'est tout bénéfique, non seulement par la qualité du produit toujours frais, souvent bio, garanti par des contrôles vétérinaires réguliers, mais aussi par son prix nettement plus avantageux et par la disponibilité du produit en permanence.

Le distributeur de lait cru est composé d'une cuve en inox insérée dans une cabine en bois, type chalet, ou tout autre habillage laissé à l'imagination du fabricant ou des



Vera Rossel

Le distributeur de lait qui se trouve à proximité du marché de Târgu Secuiesc/Kézdivásárhely. Le coulage proprement-dit se fait à l'intérieur d'un endroit confiné en inox



très réguliers pratiqués par les services d'hygiène.

En France, des analyses de lait sont réalisées par un laboratoire plusieurs fois par semaine. Les résultats détaillent les taux de matière grasse et protéique du lait (TB et TP) et permettent aussi de rechercher la présence de germes pathogènes tels que listéria, staphylocoque... Relevons que cela se fait aussi sur les exploitations dont le lait est collecté par les laiteries industrielles. Les normes sont strictes et si elles ne sont pas suivies correctement, la pénalisation pécuniaire est vite appliquée par les groupes laitiers ou les services sanitaires responsables de la délivrance des permis d'exploiter!

Un distributeur de lait se trouve à l'entrée du marché de Târgu Mureș/Marosvásárhely. L'ensemble du conteneur est en métal, mais le principe est exactement le même.

commanditaires. Le volume des cuves peut varier, allant de 100 l à 300 l ou plus, selon les possibilités de vente. Il est donc très important de trouver un emplacement adéquat dans un lieu de grande fréquentation. Un affichage étudié indique la marche à suivre, le prix et les garanties concernant l'hygiène.

Concrètement, la cuve du distributeur est remplie quotidiennement par un producteur local avec le lait de la traite du jour. Le lait y est conservé à environ 2° C.

La sécurité est assurée par un système complexe : à chaque fois qu'un client se sert, la température du lait est enregistrée, ainsi que l'heure et la quantité prise. En cas de problème (manque de lait, coupure de courant, porte ouverte, problème de température...), le producteur est immédiatement averti par une alarme via téléphone ou SMS et, à la moindre panne, la distribution est stoppée. Bref, il s'agit d'un bijou de technologie qui n'est cependant pas bon marché à l'achat.

L'installation est simple : l'appareil est fixé au sol par quatre boulons et ne nécessite qu'un raccordement au réseau électrique. Pour le ravitailler, il suffit d'enlever la cuve en place, montée sur roulettes, et de la remplacer par celle qui contient le lait frais déjà refroidi dans le tank à lait de l'exploitation. La cuve est transportée par camion réfrigéré jusqu'au lieu de distribution. La chaîne du froid est ainsi respectée et le consommateur bénéficie d'un produit extra frais. Quotidiennement, le distributeur est approvisionné par le lait de la traite du jour. Argument de vente imparable ! Le lait cru est un aliment sensible qui doit faire l'objet de toutes les attentions par un respect strict de cette chaîne du froid, une bonne hygiène de la traite, des locaux et des machines à traire. D'où les contrôles

Ces mêmes exigences sont appliquées partout. Il y va de l'intérêt du producteur s'il vaut garder la confiance de sa clientèle !

Si l'installation d'un distributeur de lait cru est très avantageuse pour le consommateur, elle l'est tout autant pour le producteur de lait. Pour lui, il n'y a pas d'horaires imposés pour le ravitaillement. Il n'y a pas d'inventu, car le reste de lait de la cuve du jour peut rejoindre le circuit de livraison ordinaire, c'est-à-dire la livraison aux sociétés industrielles.

Ce mode de distribution en circuit court rapproche les producteurs des consommateurs et se place bien dans le courant actuel d'un développement durable et d'une consommation responsable. Il permet de valoriser un bon produit naturel qui est de plus en plus recherché par les consommateurs qui se méfient des produits industriels trop vantés par la publicité. Et, surtout, le producteur bénéficie d'un prix de vente bien plus avantageux que ce qui est donné dans les circuits de vente habituel.

En Roumanie, ce mode de livraison du lait cru répond tout à fait aux besoins de la population et a même des effets inattendus. Du fait du meilleur prix obtenu pour les producteurs de lait, des jeunes agriculteurs et éleveurs se sont remis à l'exploitation laitière. Leur prise de conscience de la valeur inestimable de la qualité ancestrale de leurs prés naturels et du lait qu'ils permettent de produire, les a conduits à mieux rentabiliser une ressource à portée de main.

Adam Nicholson, journaliste anglais, mais aussi, et surtout, éleveur et propriétaire de 16 vaches dans le sud de l'Angleterre, a visité la Transylvanie en 2013. Son enquête nous fournit des renseignements intéressants sur l'incidence des distributeurs



Hubert Rossel

La région de Kászon/Plăieșii bénéficie d'une flore très riche et diversifiée, aux pieds des prés-bois de la moyenne montagne

de lait cru sur l'économie d'une région et le maintien des prairies naturelles sur les pentes des Carpates.

Une enquête sur les pentes des Carpates

Les vallées des Carpates, au centre de la Roumanie, recèlent un des plus grands trésors du monde cultivé. C'est une des plus riches variétés botaniques d'Europe qui se retrouve dans les prairies naturelles.

On y trouve jusqu'à cinquante espèces différentes d'herbes et de fleurs sur moins d'un mètre carré de prairie. Ce miracle fleuri est maintenu non pas par la nature, mais par le travail humain. Cette richesse existe et perdure parce qu'une prairie ne reste une prairie que si elle est fauchée chaque été. Abandonnée, elle serait recouverte de broussailles en moins de trois à cinq ans. N'ayant pour ainsi dire pas recours aux engrais artificiels, ni aux pesticides, car trop chers – et, méfiants, les paysans s'en abstiennent –, ces prairies naturelles regorgent de variétés étonnantes de plantes, dont certaines sont récoltées comme herbes médicinales : sauge des prés, oseille, mufler, thym, marjolaine, gentiane, cumin...

En effet, cueillies et séchées au bon moment pour avoir la meilleure efficacité, elles sont utilisées en infusions, en hiver, mais elles sont aussi proposées en tisanes au petit déjeuner ou le soir après le repas.

Les ethno-écologues Zsolt Molnár et Dániel Babai expliquent à Nicholson qu'ils ont constaté que, parmi les habitants de Gyimes, tous ceux âgés de plus de 20 ans sont capables de reconnaître et de nommer, en moyenne, plus de 120 espèces de plantes. Même les jeunes enfants en connaissent entre quarante-cinq et cinquante pour cent. Parmi la population consultée, 72 % de la flore visible et 84 % de la couverture botanique leur sont connues. Ce monde façonné par la main de l'homme est très peu mécanisé et les pentes sont trop abruptes pour êtreensemencées.

Dans ces régions tout est lié et le foin constitue la mesure de toutes choses.

Ce sont les herbes de ces prés que broutent les vaches à la belle saison et, durant les six mois (de novembre à mai) du long hiver, quand elles restent à l'étable, elles sont nourries des foins laborieusement fauchés, séchés et stockés en meules ou dans les granges à partir du mois de juin. La bonne nourriture du troupeau engendre donc un lait de qualité extraordinaire !

Mais sans prés fauchés, pas de foin, pas de vaches, pas de lait pour les habitants, ni pour les veaux ou même les cochons ! Les quelques vaches que possèdent les petits paysans rendent la vie possible dans des endroits où seule l'exploitation forestière et l'installation de ruches à miel favorisent d'autres débouchés.

En Roumanie, relève encore Nicholson, des millions de gens vivent de leur petite ferme avec les plus petits troupeaux, les plus petites surfaces, un des taux d'autosuffisance les plus élevés et parmi les revenus les plus bas d'Europe. En moyenne, les fermes ont une surface de 3,2 ha. Plus de 60 % du lait produit dans le pays provient des paysans ne possédant que 2 ou 3 vaches. Ce lait est le plus souvent consommé sur place. Le calcul est simple et révélateur. Une vache mange environ 4 000 kg de foin par hiver. La quantité de foin à produire nécessite une surface d'un peu plus de 2 ha. Le travail sur les hautes terres ne se faisant pratiquement qu'à la faux, près d'un mois de travail est nécessaire pour assurer la réserve de foin pour 3 ou 4 vaches, sans compter le plus souvent un cheval, tout aussi intéressant que le tracteur, qui ne mange pas quand il est à l'arrêt... mais qui ne fait pas de petit !

En été, lorsque l'herbe est la plus riche, le lait est en partie transformé en fromage. Lait et fromages sont d'abord consommés par la famille, par les habitants du village ou parfois vendus dans une cité proche. Mais le lait nourrit aussi les jeunes veaux qui seront vendus sur pied ou destinés à la boucherie. Comment en décrire les exceptionnelles qualités gustatives ?



Hubert Rossel

Les prairies de fauche de la région de Gyimes/Ghimeș, fort pentues, n'offrent vraiment pas d'autre possibilité d'utilisation...

Mais, pas de doute, on ne s'enrichit pas dans ces contrées. Les solides poignées de main, tant des hommes que des femmes, témoignent d'un dur labeur. Une famille peut espérer obtenir de sa ferme un revenu de 4 000.- € par an, bien souvent à compléter par un travail à l'extérieur par un des membres de la famille.

Pendant les années communistes de 1947 à 1989, le système des prés fauchés en altitude a été maintenu. Mais après la Révolution, les fermes coopératives ont été démantelées et les terres restituées à leurs anciens propriétaires. Ceux-ci sont retournés au système ancestral d'exploitation à petite échelle. Mais à partir de la moitié des années 1990, c'est le déclin. Les paysans vieillissent. Les jeunes paysans sont attirés par des terres arables plus faciles à exploiter et d'un meilleur rendement, par des emplois en ville ou des engagements sur les chantiers d'Europe occidentale.

Après l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne

Avec l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne en 2007, de nouveaux problèmes ont surgi. Les conditions rigoureuses imposées, entre autres le fait de surfaces trop restreintes, ont privé le 70 % des nombreuses petites fermes transylvaines des subsides de Bruxelles. Les technocrates ne donnent pas dans le détail ! Les règles d'hygiène prévues pour de grandes exploitations allemandes ou scandinaves sont impossibles à appliquer aux petits domaines de Transylvanie où les modes de faire traditionnels ont pourtant fait leurs preuves. Exemples : la fabrication du fromage qui s'est toujours fait dans des bacs en bois de bouleau ou encore l'obligation de débiter la fenaïson le 1 juillet au lieu du 24 juin, à la St Jean, au nom de la protection des semences ou pour permettre aux jeunes oiseaux d'atteindre plus de maturité.

Comme si les paysans avaient attendu ces décisions pour respecter les lois de la nature ! On ne scie pas la branche sur laquelle on est assis ! Mais comment et au nom de quoi les



Hubert Rossel

La qualité de conditionnement du lait est une chose; la qualité de l'alimentation du bétail qui le produit en est une autre !



Hubert Rossel

L'attachement à sa terre ancestrale n'est pas incompatible avec une politique de remembrement parcellaire

technocrates de Bruxelles peuvent-ils décider de règles à l'encontre du bon sens, de besoins spécifiques et de conditions locales ?

Résultat, ces bouleversements et toutes ces tracasseries ont mis en péril les prés fauchés qui n'étaient plus suffisamment entretenus. C'est ainsi que par endroits et en quelques années, la forêt a commencé à reprendre ses droits au détriment des prairies naturelles.

Pendant ce temps, les inconvénients et les désillusions de la vie occidentale, la confrontation aux idées concernant la protection de l'environnement, la fréquentation de certains instituts agronomiques, le travail sur des domaines agricoles appliquant des méthodes de travail plus respectueuses de la nature et, malgré tout, les encouragements venus de Bruxelles, l'idée de la nécessité de protéger le patrimoine naturel a fait son chemin dans certains esprits.

A voir leur univers dériver ainsi, certains Transylvains ont voulu le sauver. « *Je suis très attaché au pays que mon père et mon grand-père m'ont légué* », raconte József Szócs à Nicholson. Et c'est ainsi qu'ici et là et, petit à petit, ils ont commencé à reprendre le contrôle de leurs vies. Des associations de protection de l'environnement locales se sont mises au travail. Jusqu'alors, les grandes sociétés laitières achetaient le lait dans les villages, elles en géraient la collecte et en contrôlaient le prix. Dès 2006, une ou deux communautés, dont Csíkborzsova/Bârzava, ont organisé leur propre point de collecte, achetant des équipements de stockage et de réfrigération selon les standards imposés par l'Union européenne en matière d'hygiène. Chaque fermier qui apportait son lait dans des seaux aux collecteurs était payé, mais uniquement si son lait était propre et de bonne qualité. Les résultats ont été immédiats. Le lait des fermiers de Csíkborzsova/Bârzava ayant rejoint le nouveau système était collecté et vendu séparément des autres. Le prix du lait propre a tout de suite augmenté de

50 % et, en 2012, il était trois fois plus élevé que le lait récolté autrement dans d'autres villages.

En trois ans, le prix du lait avait quadruplé, doublant quand le nouveau collecteur a été installé, et doublant à nouveau quand la coopérative villageoise a ouvert un point de vente directe dans la ville proche de Csíkszereda/Miercurea-Ciuc. Du vrai lait frais, non pasteurisé, était désormais disponible à un distributeur automatique, complété deux fois par jour par un camion réfrigéré. Pour les citadins, c'est le goût du passé qui leur est quasiment offert à domicile.

Une machine est donc devenue le symbole de gens luttant pour préserver un monde de valeurs profondes et précieuses, alors que tout se ligue pour le saper et le détruire. C'est ainsi que les distributeurs à lait de Csíkszereda/Miercurea-Ciuc et d'autres cités pourront contribuer à garantir la survie des prairies fleuries sur les pentes de Transylvanie.

Mais l'économie reposant sur ce système reste fragile et les exigences sont élevées. Si un seul paysan livre du lait de mauvaise qualité, le risque est grand de perdre la confiance de la clientèle, de voir les ventes baisser et d'en faire subir les conséquences à tout le village. A Csíkdelne/Delnița, 4 des 22 paysans se sont vus interdire de livrer leur lait pendant une semaine par défaut de qualité requise. Un ou deux ont même été définitivement exclu(s) pour cause de manque chronique aux règles imposées.

Malgré les investissements élevés, l'opération est rentable. Mais il reste à travailler ensemble en se groupant en associations ou coopératives, ce qui permet à tous ceux qui acceptent d'adhérer aux conditions fixées d'y trouver un bénéfice et aussi de ressentir la profonde fierté d'avoir mis sur pied ce projet.

Sur un marché en baisse à cause de prix plus élevés, le nombre de vaches augmente dans les villages concernés par ces collectes. Par conséquent, la demande de foin est en



Hubert Rosset

Malgré l'interdiction théorique, des feux sont toujours allumés pour brûler les broussailles, les chaumes...



Vera Rosset

Aménagement d'une source minérale naturelle en un lieu de pique-nique pour la population locale

hausse, et des prairies qui seraient autrement retournées à l'état de forêt sont à nouveau fauchées.

La réalité vécue sur le terrain

A *Kászonaltíz/Plăiesii de Jos*, au sud de Csíkszereda/Miercurea-Ciuc, après le col de Nyerges-Tető/Pasul Cașin (875 m d'altitude), le maire et des représentants des associations locales d'exploitation des pâturages et des forêts nous ont expliqué comment fonctionne la mise en valeur de ces domaines appartenant à la collectivité.

Le « compossessorat » est, en fait, une association ou une société privée sans but lucratif qui fonctionne comme une société fermée. On ne peut vendre la partie de forêt ou de pâturage possédée, qu'aux membres du consortage* seulement. La propriété peut se transmettre par héritage. Chaque membre peut exploiter le domaine pour en vivre, l'entretenir et replanter. Les subsides reçus de Bruxelles ne peuvent servir qu'à la mise en valeur de ces prés-bois, à leur maintien, leur entretien par des débroussaillages annuels où les feux sont interdits. A remarquer que, par facilité, des feux de broussailles sont encore allumés et... le risque de propagation d'incendie est toujours présent. Peut-être faudrait-il songer à introduire des broyeur de végétaux pour fragmenter cette végétation a priori inutile et en fabriquer du terreau à utiliser comme fertilisant naturel.

Le développement de l'élevage, la recherche de nouveaux débouchés, l'entretien des chemins... etc. font donc partie du cahier des charges et les membres des associations veillent au maintien de l'équilibre de ces paysages de moyenne montagne,

* A noter que ce système de consortage existe aussi en Suisse, en Valais et dans le Jura, par exemple, où les membres sont groupés en associations de propriétaires ou d'exploitants qui ont à partager une ressource commune, comme l'eau des bisses, une étable ou des entretiens de paysages.



Nathalie Senn

Exemple d'une exploitation agricole aménagée en auberge tout confort, dans la tradition de l'accueil de l'hôte de passage

composés de prés et de forêts, sans compter les sources bien précieuses.

Mieux encore, nous avons pu bénéficier de diverses réalisations pour la mise en valeur de cette région magnifique.

A l'écart du village, une auberge fonctionne dans l'optique d'un agro-tourisme authentique : logement dans des chambres tout confort, aménagées et décorées de manière traditionnelle, des repas entièrement conçus et préparés avec des produits de la ferme et selon des recettes maison par les propriétaires de l'exploitation. Tout cela dans un calme réparateur, un air des plus purs et une ambiance des plus chaleureuses. Plus haut, dans la montagne, l'aménagement d'un lieu de pique-nique permettant aussi de bénéficier des avantages d'une source aux vertus connues des gens du coin, a pu être réalisé grâce aux subsides obtenus de Bruxelles par le consortium.

Au sommet d'une des montagnes, c'est un chalet destiné aux membres du consortium mais aussi au personnel de surveillan-



Hubert Rosset

Un cadre typique pour le développement de l'agro-tourisme : un des villages de la commune de Kászonaltíz/Plăieșii de Jos



Vera Rosset

La même dans son cadre rural, à l'extrémité du village, le long de la route forestière partant dans les montagnes

ce et d'entretien qui vient d'être construit avec les bénéfices réalisés.

A quand le développement d'un tourisme de découverte de la faune et de la flore avec des guides formés et capables de sensibiliser les gens au respect et à la protection de ces trésors naturels ?

Quelques « si » permettraient de pérenniser la voie sur laquelle se sont engagés ces paysans d'un genre nouveau en Transylvanie : si seulement les subsides de Bruxelles étaient attribués en tenant compte des diversités locales, si le gouvernement roumain était mieux au fait des superbes et riches paysages à protéger de cette région et si les tenants d'une agriculture industrielle n'étaient pas aussi avides de profits...

En Roumanie, en Italie (d'où provient l'idée du distributeur de lait cru), comme en France, il faut saluer la force d'imagination, la ténacité et le courage de ce milieu rural qui cherche à s'adapter à un monde en constante évolution et qui trouve la volonté de défendre son gagne-pain, mais aussi de préserver son capital ancestral et ses valeurs authentiques. Pour la Roumanie, ces exemples de reprises en main de sa destinée propre sont vraiment porteurs d'espoir et très encourageants.

Vera ROSSEL

Sources :

- Différents voyages en Transylvanie et contacts avec les habitants sur place.

- Article de Adam Nicolson dans l'édition internationale de la revue *National Geographic*, juillet 2013, pp. 106-125. La version anglaise peut être trouvée sur Internet :

<http://ngm.nationalgeographic.com/2013/07/transylvania-hay/nicolson-text>

Une version française écourtée, a paru dans l'édition en français du *National Geographic* ; elle est disponible sur :

<http://www.nationalgeographic.fr/7079-promenade-au-coeur-de-la-roumanie-rurale-dans-les-champs-de-transylvanie/>

De Hordou à Coşbuc

Itinéraire culturel, du village à l'homme de lettres

Dans le cadre de l'élargissement du programme « Pompiers » de notre association, le Comité de pilotage de la commission et des membres du Comité OVR-Suisse se sont rendus sur le terrain, lors d'une mission d'évaluation au cours de l'année dernière (cf. *Le Réseau* N° 49, p. 6). Ce voyage de prospection nous a conduits, entre autres, à Telciu, partenaire de Monthey, où sera inauguré un nouveau centre du Service Volontaire pour les Situations d'Urgence, au cours du mois de juin prochain. Nous reviendrons sur cette inauguration dans notre prochain numéro, mais nous voudrions mettre en évidence, dès maintenant, un aspect culturel peu connu dans l'un des villages du regroupement du futur centre du SVSU, dans la vallée de la Sălăuța.

La Rédaction

La petite rivière prend sa source au col Şetref, à la limite des judeţ de Bistriţa-Năsăud et de Maramureş. Elle dévale les pentes raides de la vallée, depuis le nord de la commune de Romuli, entre les monts Țibleş, à l'ouest, et Rodnei, à l'est, jusqu'à son confluent avec le Şomeşul Mare, à quelques kilomètres à l'ouest de la petite ville de Năsăud. Dans son bref cours, elle traverse les villages de Fiad, Telciu et celui qui nous intéresse plus particulièrement.

Jusqu'au début du 20e siècle, le village a porté le nom de *Hordou*, que l'on retrouve encore dans son appellation hongroise *Hordó* (= le baril, le tonneau), tout comme dans son nom allemand (du temps de la région autonome saxonne dans la principauté de Transylvanie): *Fassendorf* (= le village du tonneau, de la barrique). L'origine de ce nom n'est pas certaine, mais le poète Lucian Valea rapporte qu'il proviendrait du mot « ozordau », le garde forestier, et l'administration hongroise de l'époque l'aurait assimilé à *hordó*. L'auteur précise que la comparaison avec un « hârdău », un tonneau, aurait été suggérée par la forme allongée des collines... Il y a bien une corrélation entre les deux termes, mais il n'est pas évident d'établir un lien de causalité, car le dictionnaire explicatif de la langue roumaine, édité par l'Institut de linguistique « Iorgu Iordan » de l'Académie roumaine, précise que c'est le mot roumain *hârdău* qui vient du hongrois *hordó*... soit exactement l'inverse !

Quoi qu'il en soit, et au-delà de cette divergence d'interprétation linguistique, le 20 septembre 1866, Hordou/Hordó a vu naître un certain George

Coşbuc, qui deviendra le célèbre poète et traducteur roumain, renommé à un point tel que le village en reçut le nom en 1925, pour lui rendre hommage.

La famille Coşbuc est formée d'une génération de 12 prêtres gréco-catholiques. Les catholiques de rite oriental – ou uniates – doivent se marier pour exercer leur ministère. George est le 8e enfant d'une famille de 14, fils de Sebastian et de Maria, elle-même fille d'un prêtre gréco-catholique de Telciu. Le jeune George a vécu les premières années de sa vie dans un environnement particulièrement privilégié, limité au village de Hordou, mais bercé par les contes racontés par sa mère qui lui présentait le milieu rural de cette région du nord de la Transylvanie. Un vieux diacre lui apprendra à lire dès l'âge de 5 ans et la suite de sa formation suivit cette lancée précoce. Il fit ses

classes primaires à l'école de Telciu et apprit très tôt l'allemand avec son oncle qui en était le directeur. A l'école secondaire de Năsăud, il suivit une formation de langue et littérature classiques. Avant même l'obtention de son baccalauréat, en 1884, il avait déjà publié ses premiers poèmes dans la revue *Muza Someşeană*, lisait des traductions du poète Sándor Petőfi, et avait écrit un conte populaire de 600 vers, « Pepelea din Cenuşă » (Le farceur de cendre). Il avait aussi publié, dans la revue *Tribuna de Sibiu*, un petit récit amusant en vers, « Filosofii şi plugarii » (Les philosophes et les laboureurs), sous forme de feuilleton et sous le pseudonyme C. Boşcu (anagramme de Coşbuc).

Ses contacts avec la littérature classique, son penchant pour les livres anciens et son intérêt pour le folklore roumain le



Hubert Rossel

Buste du poète à l'arrière de sa maison natale



Hubert Rossel

La maison natale de Coșbuc est un habitat rural traditionnel

conduisirent tout naturellement à l'entrée de la faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Cluj. Il se passionna pour les cours de grec ancien, pour l'interprétation et la traduction de textes de la rhétorique grecque et romaine, la syntaxe grecque et l'histoire de la littérature latine.

Notre propos n'est pas de présenter toutes les facettes de cet homme de lettres productif, éclectique et apprécié par ses contemporains, mais de mettre en évidence sa spécificité et son intégration sociale. Cette dernière avait commencé très tôt aussi, puisque, en 1883 – il avait 17 ans! –, il avait déjà été choisi comme président de la Société de lecture *Virtus Romana Rediviva*. Dix ans plus tard, lorsqu'il a publié « Balade și idile » (Ballades et idylles), il était connu dans toute la Roumanie pour ses cycles de poèmes reflétant l'histoire des gens, au point de leur donner un sentiment d'unité dans les fresques brossées par ses épopées. Il orienta de plus en plus son écriture vers le genre littéraire de la « romance », passant progressivement de la simple versification sur des thèmes folkloriques à des créations originales reflétant le monde rural qu'il avait toujours connu durant sa jeunesse.

Mais, parallèlement à ses publications poétiques et lyriques, il n'a jamais abandonné son intérêt pour le monde classique et s'est mis à traduire quelques textes fondamentaux de cette culture antique : l'*Enéide* et les *Géorgiques* de Virgile, l'*Odyssée* d'Homère, mais aussi *La Divine Comédie* de Dante (il avait appris l'italien entre-temps), et le *Don Carlos* de Schiller (il connaissait l'allemand), pour n'en citer que quelques-uns. Il était infatigable et parvenait à coordonner toutes ces activités avec celles de Chef de bureau du ministère de l'Education et des Affaires religieuses (1902) et celles de chef du Bureau du contrôle des activités parascolaires du pays (1907)...

En 1916, la section littéraire de l'Académie roumaine décida de le proposer comme membre titulaire et il est accueilli, la même année, sous la coupole de la docte société. Mais il n'y siégea pas longtemps, car il décéda deux ans plus tard, à

Bucarest, le 9 mai 1918. Quelques jours plus tard, Liviu Rebreanu, dont le père avait été camarade de classe de George Coșbuc et lui-même écrivain, publia un article dans le journal *Lumina* de Bucarest, dans lequel il affirma entre autres ces quelques lignes qui résument parfaitement l'auteur : « *Coșbuc a été le premier poète de la littérature roumaine de Transylvanie. Il est resté transylvain toute sa vie. Même dans la manière vivante de s'exprimer, il a toujours gardé une note transylvaine, particulière, qui lui sied bien. Son amour du pays a été de parler au nom de ses six millions de paysans. Il a ressenti une profonde fraternité envers eux... un lever de soleil soudain, sans que personne ne le sache, sans l'apprentissage des cafés et des querelles de clocher de Bucarest. Il l'a emporté sur tous ceux qui ont été plongés dans le chagrin et l'impuissance. Il a été porteur de lumière, de santé, de gaieté. L'écriture de Coșbuc est vivante et vit comme a vécu le peuple roumain.* »

C'est toute cette réalité que l'on retrouve dans la maison natale de George Coșbuc qui a été transformée en petit musée local : on est imprégné de cette atmosphère de son enfance, certaines pièces ayant été gardées avec le mobilier de l'époque, d'autres ayant été aménagées pour montrer les principales étapes de la vie de l'auteur.

Construite par son père en 1840, cette maison a la forme traditionnelle des constructions rurales, allongée, plusieurs pièces en enfilade, les deux dernières dessinant une sorte de L. Les fenêtres et les portes ont été restaurées selon les modèles anciens ; le toit en croupe est couvert de grandes tuiles de bois. Les seuls aménagements postérieurs consistent en l'adjonction d'un petit hangar couvert, sur le côté droit, abritant quelques pièces de mobilier et d'outillage rural (un petit musée ethnographique constitué par les villageois), ainsi que l'aménagement d'un petit amphithéâtre, à l'arrière de la maison, pour permettre des manifestations littéraires. Deux statues du poète complètent le musée : la plus importante est un buste en bronze, plus grand que nature, à la base de l'amphithéâtre ; la plus petite, une simple tête en bronze sur



Hubert Rossel

La salle de séjour de la famille Coșbuc : sobriété et chaleur



Hubert Rossel

Atmosphère de la petite enfance du poète

Une base de granite, à côté de l'entrée principale. Une clôture basse, formée de planches profilées en bois, ceinture l'ensemble de la propriété. Les pièces comportant le mobilier d'époque présentent la chambre de séjour ; l'intérieur en est très sobre : une table en bois massif et des chaises travaillées, une banquette-coffre et un dressoir devant les fenêtres, ornées de rideaux blancs à bandes rouges. Au mur, des cadres et des poteries sous des serviettes traditionnelles, ainsi que des tapis ornés de motifs populaires. Sur le sol, des tapis, traditionnels eux aussi. Si le tout est simple, il s'en dégage une atmosphère chaude et intime. Une autre pièce, plus petite et allongée, est aménagée en chambre : le lit, recouvert d'un épais couvre-lit brodé, occupe une des extrémités de la pièce et un berceau se trouve dans le coin opposé. Tous les murs sont couverts de tentures, richement décorées, dans leur partie inférieure, et ornés de plusieurs assiettes en céramique, mises en évidence par les serviettes traditionnelles qui les encadrent. Deux niches pratiquées dans la partie centrale du mur exposent des assiettes et des gourdes en céramique et en bois. En-dessous, un banc

d'école rappelle les premières années de la petite enfance de George Coșbuc, passées dans cette maison à apprendre... avant d'aller à l'école ! Le mobilier, les objets décoratifs et les tableaux de la famille renforcent l'authenticité de cet espace de mémoire, même si leur présentation répond à un souci de rigueur, comme il se doit dans un musée.

Dans les salles d'exposition consacrées à la vie et à l'œuvre du poète, du critique littéraire et du traducteur, on peut voir de nombreuses photos relatives à ses années scolaires – primaires et secondaires –, et aux différents éléments qui l'ont inspiré, comme le moulin de Coșbuc ou le pont-tunnel en bois au-dessus de la Sălăuța. De nombreux articles ou extraits de journaux se rapportent à l'auteur, ainsi que quelques-uns des nombreux livres (il y en avait plus de 30 000 !) qui constituaient sa bibliothèque.

Tous ces éléments soulignent l'importance que le monde rural représentait pour George Coșbuc et la relation étroite qu'il y avait entre le village et lui : les sentiments exprimés et les traditions populaires. Il a vraiment été un « poète de la paysannerie » : il a porté le peuple, a défendu sa voix, l'a amplifiée jusqu'à dans ses revendications pour posséder sa terre (« Noi vrem pământ »). Il n'a pas seulement défendu la classe paysanne, il a exprimé en paroles tout ce qui appartient au *village roumain* comme tel.

A l'heure actuelle, le village de Hordou/Coșbuc connaît un essor important de modernisation grâce à l'esprit d'initiative de son maire et à des capitaux européens : adduction d'eau potable, lignes de communication, un centre de soin pour les enfants et un centre culturel..., sans oublier le célèbre pont de bois, le « Podul iubirii » (le pont de l'amour) qui a tant inspiré George Coșbuc, lorsqu'il présentait la vie rurale de sa région natale. Le pont a été construit en 1778 par un architecte autrichien et des soldats italiens, mais il était devenu dangereux. Il est souvent présenté comme le dernier exemplaire original de son genre en Transylvanie, d'où l'importance qu'on lui accorde pour sa réhabilitation. Il pourrait même être considéré comme le symbole de la continuité entre Hordou et Coșbuc, aussi bien l'homme que le village.

Hubert ROSSEL
(y compris pour les traductions)

(Sources: Ioan LAZĂR, «De la Hordou, la Coșbuc, și de-aici spre Europa», *Mesajul de Bistrița-Năsăud*, 2012; Nicolae BACIUȚ, «Itinerarii culturale - Casa memorială „George Coșbuc” din Hordou», *Răsunetul*, 2014; George Coșbuc, *Ghid util în România*, htm; Coșbuc, Bistrița-Năsăud, Wikipedia; visite du village et discussions avec le maire Nicolae ANGHEL.)



Hubert Rossel

De nombreux documents présentent la vie de l'homme de lettres



Commission « Santé »

Bilan des derniers mois d'activité

Peu après la dernière Assemblée générale d'OVR-CH à Onex en avril 2014, un camion de 90 m³ est parti avec du matériel (lits, des tables de nuits, des chaises roulantes, etc.) pour les hôpitaux du département de Vrâncea.

Du matériel pompiers (en collaboration avec la Commission « Pompiers ») est allé rejoindre le matériel stocké en Roumanie en vue d'une distribution prévue dans le courant de l'année.

Au long des mois, la récupération de lits, de matelas et de matériel médical divers, dont des protections contre l'incontinence pour adultes, a fait l'objet de divers déplacements en Valais et dans le canton de Vaud. Le matériel récolté est mis à l'abri dans un dépôt à Martigny.

Diverses institutions, comme le Home de Vex, le Home St-Joseph à Susten, la Fondation Boissonnet à Lausanne, l'EMS Riond-Vert de Vouvry et le CMS de Sierre, se montrent généreuses en donation de matériel et/ou en possibilité de stockage.

L'inventaire du matériel stocké à Vouvry et au dépôt de Martigny permet d'établir une liste en français et en roumain, en vue de trouver un donataire, et d'effectuer un chargement vers la Roumanie début 2015.



Christiane Béguin

Tout le matériel transporté n'est acheminé que là où il répond à une demande précise

Francisc Giurgiu a contacté plusieurs hôpitaux des départements de Vrâncea et Vaslui. Intéressés, ils n'ont pas pu trouver le financement pour assumer le transport. C'est finalement le centre diocésain de Caritas de Iași qui a pris en charge le financement des derniers transports. Le matériel livré

permettra d'y équiper différentes résidences de personnes âgées et aussi d'aider à la prise en charge de soins à domicile dans la région.

En Suisse, un compte *Raiffeisen* au nom de la « Commission-Santé » est ouvert et sera géré par une secrétaire/caissière (V. Rossel). Ce compte doit couvrir les frais de récolte de matériel en Suisse. Suite à la cessation d'activités en Roumanie de 2 associations (*Chésard-St-Martin-Bodăiești de Sus*, *Crissier-Sâmbăta de Sus*) et un don de l'Association *Moutier-Chiril*, le compte de la « Commission-Santé » est bien doté et peut en assurer les frais de fonctionnement.

Des lettres de remerciements sont maintenant régulièrement envoyées aux donateurs.

La feuille de route concernant les transports de matériel et, à disposition sur le site Internet (www.ovr-suisse.ch/commission-sante) est régulièrement mise à jour.

Un dépliant d'informations sur l'action, ainsi qu'un bulletin d'infos sur le Net sont en cours de réalisation.

En mars 2015, ce sont finalement 2 camions de Roumanie dont un TIR de 90 m³, qui ont été chargés à Martigny.

Comme chaque fois, avant chaque transport, l'organisation de ces convois génère des moments de stress, tant côté suisse que côté roumain, jusqu'à ce que Christiane Béguin et Francisc Giurgiu réussissent à tout coordonner.

Le matériel doit être chargé en fonction de la répartition prévue en Roumanie où il faut veiller à la réception du matériel, à sa redistribution dans les divers lieux prévus, tout en tenant compte de toutes les formalités auxquelles il faut se conformer (feuilles de donation, facture *pro forma*, etc.)

Des équipes de volontaires rapidement disponibles sont organisées en Suisse, principalement en Valais. Une aide précieuse vient en particulier de Jean-Pierre Fournier, Tami, qui avec son camion aide souvent, au pied levé, la Commission « Santé » à collecter le matériel pour le centraliser au dépôt de Martigny. Seuls les frais effectifs de ces transports, comptés en km route, nous sont facturés. Entre 2014 et 2015, pas moins de 7 transports ont permis de réunir de quoi charger les camions. Actuellement, le stock restant permettrait d'organiser un nouveau convoi.

Cet énorme travail d'organisation, de manutention ne peut se faire que grâce à la disponibilité, les efforts physiques et le



Christiane BÉGUIN

Le chargement est toujours fort apprécié au vu de la qualité du matériel envoyé

temps généreusement accordés par toutes les personnes présentes venant de St-Légier, du val de Bagnes et de la région de Nendaz. Elles ont contribué à la réussite du chargement des trois camions. Qu'elles en soient chaleureusement remerciées. Tous savent – car la plupart l'ont constaté sur place – combien les bénéficiaires de ce matériel apprécient la qualité du matériel reçu. Ils savent aussi qu'il est redistribué à bon escient et dans des lieux où il sera bien utilisé, et que ce matériel permet de



Christiane BÉGUIN

Il en faut des bras pour charger les camions. Un grand merci aux bénévoles sans lesquels...

combler de manière bien modeste, certes, au vu des besoins du pays, les manques d'équipement dans certaines régions.

Pour la commission « Santé »

Vera ROSSEL

(D'après les informations de Christiane BÉGUIN)

« L'Oasis des mendiants »

Un film sur les Roms à Lausanne

Un film sur les Roms, sur la perception de l'arrivée et l'installation des populations roms au cœur d'une ville d'Europe occidentale.

Entre fantasmes et réalités, quels sont les ressentis et réactions des habitants ? Le film retrace sur deux ans et demi de tournage les étapes d'une initiative anti-mendicité et ses répercussions sur le quotidien des mendiants roms à Lausanne.

Un dossier de presse et quelques images du film sont disponibles sur le lien suivant: <http://www.cinema-bio.ch/FILMS/OasisMendiants/OasisMendiants.htm>

L'année culturelle roumaine à Vevey

Nous rappelons que, tout au long de l'année 2015, l'association Vevey-Goicea fête les 25 ans de sa création en collaboration avec la ville de Vevey.

Outre le concert prévu à la fin de l'Assemblée générale, les événements annoncés sont les suivants :

- le **18 juin**, à la bibliothèque, la lecture de poèmes d'Eminescu et la dégustation de vins roumains + apéritif
- du **17 au 21 septembre**, en Roumanie, un voyage public en Roumanie (en particulier à Goicea), avec une réception officielle le 18 septembre ;
- le **8 novembre**, au Cinéma Rex Vevey, une présentation de 4 films roumains (non payant).

Informations complémentaires sur notre site Internet: www.ovr-suisse.ch ou chez P.-A Roduit, tél.: 079 417 60 85 - E-mail: paroduit@hotmail.com

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

En parallèle avec les sujets traités dans ce numéro, se rapportant essentiellement au monde rural, en général, et à l'agriculture de montagne, en particulier, il nous semble intéressant de rappeler que la Roumanie, lors de son entrée dans l'Union européenne, avait négocié une période de transition de 7 ans pour protéger son agriculture, particulièrement contre l'achat de ses terres par des étrangers. Cette période courait de 2007 à 2014 et il y a juste un an (le 14 avril 2014), le Parlement roumain a adopté une loi modifiant les conditions d'achat et de vente des terres agricoles. Deux articles résument bien la question et présentent les problèmes qui se posent à une agriculture de marché – donc l'agriculture de montagne n'est *a priori* pas concernée. Le premier est tiré du média *Bastamag*, qui veut mettre en évidence les relations étroites entre l'économie, l'écologie et le tissu social ; le second, de la revue francophone de Bucarest *Regard*, que nous citons régulièrement et dont nous pouvons reproduire les articles.

La Rédaction

Ruée vers l'Est : un accaparement des terres avec la bénédiction de l'Union européenne

Paradis agricole, la Roumanie est de plus en plus convoitée par les investisseurs étrangers, au risque de voir ses terres arables lui échapper. Attirés par des terres grassement subventionnées par les aides européennes et une main-d'œuvre bon marché, de nombreux Européens, mais aussi des Libanais ou des Qataris, s'y sont installés ces dernières années. Bruxelles nie tout accaparement des terres : la venue des investisseurs étrangers ne serait que la suite logique de l'intégration européenne. C'est bien pourtant une nouvelle forme de spoliation qui s'est mise en place, avec la complicité, au moins tacite, du gouvernement roumain.

En Roumanie, l'agriculture est faite de paradoxes. La terre roumaine est à la fois la plus riche et la moins chère d'Europe. Elle est noire, grasse, fertile, riche en humus. En 2012, elle s'achetait encore autour de 2 500 euros l'hectare, contre 5 400 en moyenne en France, ou dix fois plus au Danemark. A l'Ouest du continent, les terres disponibles manquent pour s'installer comme agriculteur ou agrandir les exploitations. Avec 10 millions d'hectares de terres arables à bas prix – l'équivalent de la superficie du Portugal ou de la Hongrie – la Roumanie, cinquième surface agricole de l'Union européenne, attire forcément. Notamment les entreprises agro-alimentaires, comme les groupes français Limagrain, Guyomarç'h, Bonduelle, Roquette, Bongrain et Invivo. Ou les fonds d'investissement Agro-Chirnogi (Liban) ou Velcourt SRL (Grande-Bretagne).

Cet engouement risque de s'accélérer avec la libéralisation du marché foncier, depuis le 1er janvier 2014. Toute personne physique de l'Union européenne et de l'espace économique européen (incluant Islande, Liechtenstein, Norvège) peut désormais acquérir directement des terres agricoles en Roumanie. Il fallait jusqu'à présent être associé à un partenaire local dans le cadre d'une société de droit roumain. Même si elle était prévue depuis l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, cette ouverture inquiète aujourd'hui.

Le prix des terres multiplié par trois

Avocate à Paris et à Bucarest, Dana Gruia-Dufaud conseille les Français qui investissent en Roumanie. Elle relativise le changement de législation : « Les restrictions jusqu'au 31 décembre 2013 n'ont pas empêché de s'installer ceux qui le voulaient ». Initialement, le gouvernement roumain souhaitait demander aux citoyens étrangers de démontrer une expérience dans l'agriculture et limiter les surfaces achetées à 100 hectares. Mais il a renoncé sous la pression des investisseurs.

L'intérêt pour la Roumanie a fait grimper le prix de l'hectare depuis quelques années. Le prix des terres agricoles a augmenté de près de 60 % entre 2012 et 2014, un hectare atteignant en moyenne 3 100 euros, selon une étude de la compagnie de services immobiliers DTZ Echinox. Depuis 2007, le prix aurait été multiplié par trois, plaçant l'investissement hors de portée pour la plupart des agriculteurs roumains. « On pensait qu'en sept ans le pouvoir d'achat roumain aurait suffisamment monté pour rivaliser avec celui des Occidentaux, mais le rattrapage a été insuffisant », constate l'avocate.

« Un accaparement légalisé par Bruxelles »

A Cluj, une ville au centre de la Roumanie, l'ONG EcoRuralis [EcoRuralis est membre de la coordination européenne Via Campesina et du mouvement Arc2020 qui prône une PAC verte et sociale] est la seule à dénoncer l'accaparement des terres. Selon ses calculs, 700 000 à 800 000 hectares, soit 7 à 8 % des terres arables du pays (l'équivalent de la surface de 12 000 fermes françaises environ), seraient déjà aux mains d'investisseurs étrangers. Ceux venus de pays arabes, comme le Qatar, l'Arabie Saoudite et le Liban, ont investi les plaines du sud. Les Européens, Italiens (172 000 ha), Allemands (110 000 ha) et Hongrois (58 000 ha) en tête, ont pris d'assaut l'ouest du pays [Source : ministère roumain de l'Agriculture, 2012].

« J'ai étudié l'accaparement des terres en Asie et en Afrique. Les investissements du nord vers le sud sont régulièrement dénoncés, mais pas ceux au sein de l'Union européenne. C'est une sorte d'accaparement légalisé par Bruxelles », déplore Attila Szöcs d'EcoRuralis. L'ONG, qui défend les intérêts des petits producteurs roumains, éprouve de vraies difficultés à se faire entendre. « Nos discussions avec les autorités locales sont limitées car le développement durable que nous promovons est inconcevable pour eux. Quelques maires nous écoutent, mais la plupart préfèrent les gros investissements ».

Des investissements qui arrangent tout le monde

Autre obstacle de taille : l'incapacité des agriculteurs locaux à se défendre. En Roumanie, la majorité des 4,7 millions de paysans sont âgés, pauvres et sous-informés. Attila s'avouerait presque vaincu. « Quand on essaie de sensibiliser les paysans dans les villages, la plupart disent qu'ils vont vendre parce qu'ils sont vieux et que leurs enfants ne veulent pas prendre la relève. On leur conseille de louer plutôt que de vendre, mais souvent ils ont besoin d'argent en cash ». Des dizaines d'intermédiaires sont apparus. Ils sillonnent les campagnes pour le compte d'investisseurs qui cherchent des hectares de terres agricoles.

« *Le plus tragique, c'est qu'il n'y a pas vraiment d'opposition. Tout le monde est content de vendre au final* », s'indigne Judith Bouniol. Stagiaire à EcoRuralis en 2012, elle a réalisé la première vraie étude sur l'accaparement des terres en Roumanie [Son travail a été traduit en anglais et incorporé dans une étude à l'échelle européenne]. Elle a notamment enquêté sur le cas d'Agro Chirnogi, une firme installée par deux hommes d'affaires libanais, dans la commune de Chirnogi, au sud-est du pays. « *Les habitants ont très peu d'informations, à part la propagande des élus locaux, eux-mêmes intoxiqués par le discours des investisseurs* ».

Accaparement et connexions politiques

L'exemple d'Agro Chirnogi est éloquent. La firme est implantée depuis 2002 à Chirnogi. Cette commune de 7 000 habitants comptait encore 40 000 âmes en 2002. Ici, l'agriculture de subsistance disparaît au fur et à mesure du vieillissement de la population. Agro Chirnogi emploie entre 600 et 700 personnes, principalement des saisonniers originaires de la région, sur 11 300 hectares. Soit plus des deux tiers des terres de la commune ! L'entreprise cultive des céréales – blé, maïs, colza, orge, tournesol, luzerne – destinées à l'export vers les pays du Moyen Orient (Liban, Syrie, Egypte).

Les deux actionnaires libanais de la maison mère, El khalil Jihad et Youness Laoun, sont proches de membres du gouvernement et des autorités locales. Agro Chirnogi a notamment financé la campagne électorale d'Adrian Năstase, Premier ministre de 2000 à 2004, condamné depuis à 4 ans de prison ferme pour corruption, et celle de Vasile Checiu, ancien maire de Chirnogi. Ils sont accusés d'être au cœur d'une affaire d'évasion fiscale, de contrebande et de blanchiment d'argent, par la Direction d'investigation des infractions de criminalité organisée et de terrorisme (DIICOT). Les habitants de Chirnogi subissent des nuisances quotidiennes : bruit des silos, poussières de maïs qui rendent l'air irrespirable et machines agricoles qui circulent dans la commune. Sans compter l'impact sur les écosystèmes de l'utilisation d'engrais minéraux, de pesticides et de fongicides par Agro Chirnogi.

L'attitude ambiguë des pouvoirs publics

Raluca Dan, 27 ans, militante au sein de l'association Re-generation, cherche à sensibiliser l'opinion publique. Son groupe d'activistes organise régulièrement tractages et manifestations à Bucarest. « *Les gens comprennent doucement qu'ils ont le droit de se défendre. Mais les paysans se disent : "si le maire dit que c'est bien, pourquoi j'essaierais de changer les choses ?"* ».

Les investisseurs étrangers se concentrent sur la production de céréales (blé, maïs, orge, colza, tournesol), exportées dans l'Union européenne. Et sur la production animale, de volaille et de porc, pour les marchés locaux, comme l'Américain Smithfield, qui avait été mis en cause dans un scandale sanitaire au Mexique et plusieurs fois condamnés aux États-Unis. Les investisseurs fournissent du travail aux populations locales dans des conditions relativement décentes pour la Roumanie. Mais avec un salaire minimum de 180 euros et un salaire moyen de 400 euros, les investisseurs sont aussi attirés par cette main-d'œuvre roumaine à bas coût.

Cet accaparement a plutôt pour effet de freiner un exode rural massif déjà en cours, faute de trouver du travail dans les campagnes. Ce qui explique aussi l'attitude ambiguë du gouvernement. Régulièrement, les autorités expriment leur inquiétude dans la presse, sur le thème « *il ne faut pas vendre le pays* ». « *Un message populiste* », juge Attila

Szócs d'Eco-Ruralis. Le service de presse du ministre de l'Agriculture Daniel Constantin assure que « *le gouvernement roumain se soucie en permanence de développer les investissements dans l'agriculture, car celle-ci fournit des emplois dans le milieu rural, et ce quels que soient les investisseurs* ».

Une agriculture à deux vitesses

« *Le gouvernement est en train de laisser les paysans mourir* », tranche Raluca Dan. C'est là l'autre paradoxe de la Roumanie. Le pays compte à la fois les plus petites et les plus grandes exploitations d'Europe. L'agriculture de subsistance sur un ou deux hectares cohabite avec des complexes agro-industriels gigantesques, pouvant aller jusqu'à 50 000 hectares [La transition entre agriculture traditionnelle et agriculture industrielle a été étudiée par Elisabeth Crupi, Lauranne Debatty, Thomas Deschamps et Jean-Baptiste Lemaire]. Entre les deux, le choix du gouvernement est clair. Dans son programme de gouvernement 2013-2016, le Premier ministre Victor Ponta indique que l'agriculture roumaine doit « *augmenter sa compétitivité afin de faire face à la concurrence sur les marchés européens et internationaux* » et prendre « *des mesures qui conduiront à la fusion des terres et à la réduction du nombre de fermes et d'exploitations* ». Aujourd'hui, la Roumanie compte près de quatre millions de fermes (contre 500 000 en France), d'une surface moyenne de 3,5 hectares (54 ha en France) [Source : Eurostat, 2010].

Cette dualité dans l'agriculture se traduit concrètement par une répartition très inégalitaire des aides européennes. La moitié des subventions de la Politique agricole commune (PAC) destinées à la Roumanie profitent à 1 % des agriculteurs du pays, exploitant des fermes de plus de 500 hectares ! Une distorsion que le commissaire européen à l'Agriculture, le Roumain Dacian Cioloș, a essayé d'atténuer dans la nouvelle PAC 2014-2020 avec un plafonnement des aides. Sans succès.

Les subventions à l'hectare rendent le pays encore plus intéressant pour les investisseurs étrangers. Un terrain loué 100 euros l'hectare à un propriétaire roumain rapporte 160 euros d'aides à l'exploitant, avant même qu'il ait commencé à produire. La nouvelle Politique agricole commune prévoit désormais une compensation pour inciter les propriétaires de fermes et de terres agricoles non exploitées à vendre ou à louer. Objectif : exploiter la terre intensivement et adosser la croissance du pays à celle de l'agriculture, un secteur qui pèse 8 à 10 % dans le PIB roumain. Mais tous les éléments sont en place pour que l'accaparement des terres roumaines au profit d'investisseurs étrangers s'aggrave lourdement dans les prochaines années. Marianne RIGAUX, 10 mars 2014 (<http://www.bastamag.net/Ruee-des-terres-vers-la-Roumanie>)

*** *** ***

Plein de colza ?

Grenier de l'Europe pour le blé pendant la période de l'Entre-deux-guerres, la Roumanie développe désormais d'autres cultures, comme celle du colza, plus profitable mais non sans risques. Témoignages d'agriculteurs...

Ces dernières années, les récoltes exceptionnelles de blé ont contribué de façon conséquente à la croissance économique du pays. Pourtant, du côté des agriculteurs, tout n'a pas été rose. La surproduction a souvent généré une baisse des prix qui a fait mal au portefeuille des cultivateurs. Ces derniers se sont alors tournés vers

d'autres productions, notamment celle du colza. La superficie cultivée avec cette plante est aujourd'hui quatre fois plus importante qu'il y a deux ans : près de 400 000 hectares – sur un total de 8 millions d'hectares de terres agricoles au niveau national.*

Plus de 80 % de la récolte du colza part vers l'export, plante principalement utilisée soit pour la production de biocombustible, soit pour l'huile alimentaire. Les agriculteurs roumains se frottent les mains : des tonnes de colza se vendent plus de deux fois plus cher que le blé ou le maïs, c'est-à-dire environ 500 euros par tonne. Ceci étant, « si les prix à la tonne sont plus de deux fois supérieurs à ceux du blé, les rendements par hectare sont deux fois moindres ; les revenus par hectare sont donc presque identiques. Certains agriculteurs cherchent alors des variétés à meilleure teneur oléique, qui sont mieux payés, car ils ont un peu plus d'huile », explique Sébastien Record de Geosys. Par ailleurs, cette culture du colza n'est pas non plus la panacée, et comporte certains inconvénients...

Constantin Mocanu est propriétaire d'une ferme dans le département de Brăila, à l'est du pays, et affirme que pas mal de choses peuvent tourner au vinaigre avec le colza. Sur son terrain agricole – plus de 1 000 hectares – des graines de colza ont été semées sur plusieurs dizaines d'hectares, et ce de façon constante depuis plusieurs années. « Le colza m'a bien rapporté, et ces derniers mois ont été parfaits, avec beaucoup d'humidité à l'automne et au printemps, et de la chaleur en été. Toutefois, je n'aime pas trop cette culture, elle engendre souvent des problèmes, soutient Constantin Mocanu. On doit semer à la fin du mois d'août, début du mois de septembre, et sans système d'irrigation performant, la récolte est automatiquement perdue. Par ailleurs, le colza est très sensible au gel, tout comme aux maladies. Il m'est arrivé de terminer une belle année et de tout perdre en deux jours, c'est très frustrant. »

George Cârteraru, gérant de fermes dans la commune de Dorobanțu (département de Călărași, sud du pays), a lui aussi connu des expériences diverses avec le colza depuis 2007... « C'est une culture profitable, mais qui ne mérite d'être semée que sur une surface raisonnable, il ne faut surtout pas tout miser sur le colza (...). C'est une plante fragile qui peut mourir en un ou deux jours. » D'une part, les aléas du temps peuvent tout ruiner, même une grêle faible. D'autre part, explique l'agriculteur de Dorobanțu, « le colza ne mûrit pas de façon uniforme, et si on attend trop, il pourrit vite ». George Cârteraru a décidé cette année de ne dédier que 70 hectares au colza : « Je le vends à un producteur local de céréales, filiale d'une grande multinationale, qui le revend ensuite à l'usine de biodiesel de Lehliu. »

« Le colza, c'est bien d'en avoir un peu, l'année dernière a été très profitable ; d'autres années par contre, je n'ai rien pu en tirer, des tournesols ont poussé à la place ».

Même son de cloche du côté d'Arnaud Perrein, agriculteur français président de l'association des producteurs de maïs du sud de la Roumanie, qui préfère lui aussi être prudent vis-à-vis du colza, même si sur les deux dernières années, il est passé de 50 à 250 hectares de culture – le blé et le maïs restant ses deux principales sources de revenu. « Le colza, c'est bien d'en avoir un peu, l'année dernière a été très profitable ; d'autres années par contre, je n'ai rien pu en tirer, des tournesols ont poussé à la place, ils sont de la même famille. Cette année, je ne dédierai qu'environ 30 % en plus de ma surface agricole au colza. »

De son côté, l'ancien ministre de l'Agriculture Adrian Rădulescu, malgré la prudence qui est de mise, prédit un bel avenir au colza... « A partir du moment où il s'agit d'agriculteurs expérimentés, il n'y a aucun problème. Depuis le milieu des années 1990, avec l'aide d'Italiens qui ont amené les semences, nous nous sommes familiarisés avec cette culture. C'est une plante précoce et bon marché, la première qui se récolte après l'orge. Elle a remplacé pas mal d'hectares de blé et de soja, et n'a besoin que de deux, maximum trois traitements par an contre les maladies et les intempéries. Surtout, elle se vend très bien. Evidemment, pour ceux qui débutent, il faut faire très attention. C'est une plante qui a notamment besoin de beaucoup de chaleur. Je pense qu'on arrivera à 600 000 hectares de culture de colza dans un ou deux ans, mais tout dépend aussi de ce qui se passera avec le soja. »

* Pour rappel, la Roumanie est le pays de l'UE comptant le plus grand nombre d'exploitations, près de quatre millions, soit 32 % du total réparti dans les 28 Etats membres. Mais leur surface moyenne ne dépasse pas trois hectares ; l'agriculture de subsistance concerne 50% de la surface agricole utile. A noter par ailleurs que l'assolement de la Roumanie – division des terres –, c'est 1/3 de maïs, 1/3 de blé, et 1/3 divers : tournesol, colza, soja, orge... donc de la variété sur moins de 35 % de la surface agricole. Pour ce qui est du colza, sa production se retrouve plutôt dans les moyennes et grandes fermes.

Surface cultivée avec du colza :
2012 : 105 000 hectares; 2013 : 296 000 hectares; 2014 : 391 000 hectares (Source : ministère de l'Agriculture).

Prix de vente par tonne :

Colza : environ 500 euros; Blé : environ 230-250 euros; Maïs : environ 150-180 euros (Source : agroinfo.ro, bursacereale.com).

Carmen CONSTANTIN, *Regard*, Numéro 66, 15 juillet – 15 octobre 2014, Bucarest (<http://regard.ro/plein-colza/>)

*** **

Environnement - Tensions autour du code forestier

Des modifications du code forestier étaient en discussion hier [le 24 mai 2014, ndlr] à la Chambre des députés. En jeu : le défrichage et la construction sur des surfaces pouvant atteindre 500 m² dans des zones forestières.

Le projet déposé initialement à la Chambre des députés par le ministre délégué aux Eaux et Forêts, Lucia Varga, introduisait une série de mesures limitant les coupes illégales et le vol du bois des forêts roumaines. Ces mesures auraient cependant été évincées du texte par amendement à l'initiative de plusieurs députés PSD. Le projet de refonte du code forestier devrait par contre permettre aux propriétaires de forêts privées d'être en mesure de défricher et de construire sur des surfaces pouvant atteindre 500 m². Un changement notable ; jusqu'à présent, le code forestier n'autorisait les constructions que dans la limite de 200 m². La promulgation de la loi devra ensuite être validée par le président Traian Băsescu. Pour Dan Trifu, vice président de la fondation Ecocivica, « cette mesure est catastrophique pour les forêts roumaines ». Ce dernier exige l'interdiction pure et simple de l'autorisation de construire en zone forestière. Une autre mesure apportée par le projet de loi concerne les producteurs de l'industrie du meuble. Ceux-ci obtiendraient un droit de préemption à l'achat du bois en provenance des forêts appartenant à l'Etat. Le but de l'opération est ici d'encourager le travail du bois,

même si certains estiment que cela va renforcer le contrôle du marché par les grosses sociétés, principalement les sociétés étrangères.

Une ministre décidément malmenée

Autre thème important discuté à l'assemblée : les coupes illégales. Actuellement, les propriétaires de forêts prévoient chaque année une quantité de bois à vendre avant la coupe, ce qui contraint les sociétés exploitantes à venir elles-mêmes le ramasser sur place. Cela laissant également libre cours à pas mal d'approximation - 15 % environ de marge d'erreur - avant la coupe, et donc à des risques potentiels de coupes illégales. Il était donc question, jusqu'à il y a quelques jours, que les administrateurs des forêts transportent eux-mêmes le bois coupé dans des dépôts ; idée défendue par la ministre Lucia Varga. Mais ses détracteurs expliquent de leur côté que Romsilva, l'administrateur des forêts publiques, ne possède pas en l'état les infrastructures nécessaires pour appliquer ces mesures. Selon eux, cela risquerait aussi d'éliminer les petits acteurs, notamment roumains, qui doivent de plus en plus faire face à la concurrence des sociétés étrangères, en Transylvanie notamment. Quoi qu'il en soit, cette disposition a également été retirée à la dernière minute par les députés PSD, tant bien même que Lucia Varga en avait fait son cheval de bataille lors de sa nomination. Benjamin RIBOUT, 25 mai 2014 (www.lepetitjournal.com/Bucarest)

GAZ DE SCHISTE - Chevron quitte la Roumanie

Le pétrolier américain a fait savoir ce week-end [21-22 février 2015, ndr] qu'il renonçait aux projets d'exploitation de gaz de schiste qu'il menait en Roumanie, considérant que ces concessions "ne pouvaient pas concurrencer en ce moment d'autres opportunités d'investissement du portefeuille global de Chevron". La compagnie américaine a ainsi confirmé une information qui était sortie plus tôt dans la presse. Après l'arrêt de ses projets en Pologne, Ukraine et Lituanie, la Roumanie était le dernier pays européen où Chevron était encore actif dans la prospection des gaz de schiste. Le deuxième pétrolier américain a expliqué que les résultats de ses études du sol effectuées en Roumanie seront remis à l'Agence nationale des ressources minérales et resteront à la charge de l'Etat.

En 2013, Chevron avait obtenu des permis d'exploration des gaz de schiste dans la région de la Moldavie, dans le nord-est de la Roumanie, ainsi qu'en Dobroudja, dans le sud-est. Le géant des hydrocarbures avait l'ambition de développer l'extraction par fracturation hydraulique. Cette méthode, utilisée aux Etats-Unis mais interdite en France en raison des risques pour l'environnement, consiste à injecter à très haute pression de l'eau mêlée à du sable et des produits chimiques pour libérer le gaz de la roche. En Roumanie, les défenseurs de l'environnement avaient rapidement mis en garde contre des

risques de pollution des nappes phréatiques. D'importantes manifestations avaient éclaté localement, avant de s'étendre dans plusieurs villes du pays, notamment à Bucarest. La rédaction, www.lepetitjournal.com/Bucarest, 23 février 2015

*** **

Chevron renonce au gaz de schiste

Suite à la chute du prix du baril, le groupe pétrolier américain Chevron a annoncé qu'il abandonnait la prospection de gaz de schiste en Roumanie. C'est un immense soulagement pour les milliers d'opposants mobilisés depuis des années.

Cette décision a été confirmée par un porte-parole de Chevron qui s'est adressé à l'agence Mediafax à Bucarest. « Les résultats du forage en Roumanie ne justifient pas les espoirs et les progrès ont été trop lents pour étendre les investissements », selon les médias roumains.

En 2014, le Premier ministre roumain Victor Ponta avait reconnu que les travaux d'exploration menés par Chevron avaient échoué à produire des résultats, en dépit d'investissements significatifs.

« La Roumanie déploie beaucoup d'efforts pour quelque chose qui n'existe pas. Il semble que nous n'ayons pas de gaz de schiste », a déclaré le Premier ministre, ajoutant que le pays allait acheter le gaz supplémentaire dont il avait besoin à Gazprom.

Les experts de Chevron avaient initialement estimé la quantité de gaz de schiste en Roumanie à 51 milliards de m³, ce qui, avaient-ils affirmé, suffirait à fournir du gaz au pays pour un siècle.

Le gouvernement roumain avait à l'époque délivré à Chevron un permis d'exploration de trois à cinq ans. Bucarest espérait que le gaz de schiste lui garantirait une sécurité énergétique et mettrait un terme à sa dépendance à la Russie. Gazprom fournit 20 % du gaz consommé en Roumanie.

L'été dernier, Chevron avait été contraint de suspendre ses travaux dans le district roumain de Vaslui, suite à des manifestations de riverains et d'environnementalistes. Ceux-ci craignaient que le forage et l'injection de grandes quantités de produits chimiques dans le sol ne causent une pollution environnementale.

« Nous avons vaincu grâce à nos protestations, nous ne serons plus empoisonnés », se sont exclamés des habitants de Pungești. Ils s'étaient opposés à plusieurs reprises aux travaux de Chevron, notamment le 7 décembre, quand plusieurs d'entre eux avaient affronté les gendarmes.

La baisse du prix du pétrole est à l'origine de la décision Chevron de se retirer de Roumanie. La compagnie s'est également retirée de Bulgarie, où des protestations ont eu lieu, et de Pologne où elle avait rencontré moins de résistances. *Courier des Balkans*, 24 février 2015 (<http://balkans.courriers.info/article26677.html>)



Le prochain numéro du Réseau paraîtra en août 2015. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 juillet au plus tard. Merci !